



Déclaration de la Commission exécutive confédérale

La Commission exécutive confédérale a décidé aujourd'hui d'appeler à la mobilisation la plus large possible le 9 mai prochain.

Le gouvernement a décidé de faire subir à la Fonction publique le même choc qu'ont connu plusieurs services publics ces dernières années, sans pour autant montrer une quelconque efficacité : toujours moins de réponses aux besoins, toujours plus chers pour les usagers devenus clients. C'est à rebours des exigences exprimées dans les récents différents mouvements sociaux et des sondages actuels plébiscitant plus de services publics.

Emmanuel Macron avait jugé le statut de la Fonction publique inadapté durant sa campagne et prévu la suppression de 120 000 emplois. Il confirme ! Après la réforme du Code du travail, devenue référence sociale, il s'attaque maintenant à la Fonction publique et aux statuts des fonctionnaires. Salaire au mérite, gel du point d'indice, journée de carence, mobilité imposée... la transformation de la Fonction publique s'inscrit dans la poursuite de la construction d'une société de précarité et d'individualisme dans un monde du travail fragilisé.

Une nouvelle vision de la société, dématérialisée, déshumanisée, qui n'a pas été débattue entre citoyens et actuellement rejetée.

Toutes les organisations de la CGT sont donc invitées à s'emparer de cette journée d'action pour défendre et exiger des services publics modernisés, de qualité, prenant appui sur une fonction publique renforcée avec des agents bénéficiant d'un statut de haut niveau.

La question de l'avenir des services publics est donc posée en grand pour répondre aux besoins fondamentaux des citoyens, des travailleurs, du pays tout entier.

Les transformer, les affaiblir, c'est condamner à la paupérisation et à la désertification des pans entiers de notre territoire, c'est fragiliser nos concitoyens, notre économie, comme notre capacité à développer l'emploi.

C'est surtout amputer par manque d'aménagement territorial nos potentiels industriels et productifs.

Emmanuel Macron veut conclure au sortir du grand débat qu'il y a un excès de dépenses publiques, et qu'il faut donc les réduire. L'opération s'annonce plus difficile à conduire que prévue, car c'est l'utilisation de l'argent qui est réellement posée et singulièrement la réponse aux besoins humains et écologiques.

Aujourd'hui, c'est principalement la spéculation et la flambée des dividendes qui sont alimentées, à l'exemple du CICE, qui est un vrai gaspillage d'argent public tant son inefficacité est démontrée en matière de création d'emploi.

La CGT milite pour un renforcement des moyens pour nos services publics, la fonction publique, et pour un statut général des fonctionnaires rénové et renforcé,

garantissant leur indépendance et leur responsabilité, socle incontournable de l'égalité d'accès aux emplois publics. Cela garantit aux administrés neutralité et impartialité dans l'exercice des missions des agents, nous exigeons par conséquent le retrait du projet de loi dit de « transformation de la Fonction publique ».

Nous devons créer les conditions d'une grande mobilisation nationale unitaire et citoyenne ce 9 mai. Il est temps de revendiquer la réimplantation de nos services publics dans les territoires, et la mise en place d'une gestion démocratique.

Il est urgent d'exiger de nouveaux services publics (logement, alimentation, communication, santé, transport, énergie...) correspondant aux besoins du XXI^e siècle.

Nous pouvons nous appuyer sur les nouvelles technologies pour les référencer et les satisfaire, plutôt que pour déshumaniser et raréfier leur implantation

Défense, reconquête et développement des services publics !

Rien ne sera possible sans l'intervention et la mobilisation convergentes de toutes nos organisations.

Montreuil, le 16 avril 2019